

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19574 - 76ÈME ANNÉE

Conséquences économiques et sociales du système mis en place par la France dans les anciennes colonies intégrées à la République

Pauvreté et inégalités : La Réunion reste un « département hors-norme »

Une étude de l'INSEE publiée mercredi décrit l'état de pauvreté en Guyane, Guadeloupe, Martinique, Mayotte et La Réunion. Tous ces pays ont un point commun : ce sont des départements qui se situent à des milliers de kilomètres de la France. Force est de constater que le système économique mis en place par la France dans ces pays est à l'origine de fort taux de pauvreté. Cette étude confirme donc que La Réunion est un « département hors-norme » comme le soulignait déjà en 2013 une étude commune de l'INSEE et du Conseil général :

« Dans les départements d'outre-mer (DOM), le niveau de vie des habitants est globalement inférieur à celui de la population métropolitaine. En 2017, en Martinique et en Guadeloupe, le niveau de vie médian, qui partage la population en deux parties égales, se situe respectivement à 1 360 et 1 310 euros mensuels. Cela correspond à des revenus disponibles de 2 870 et de 2 760 euros par mois pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Ces niveaux de vie médians sont inférieurs de 20 % et 23 % à celui observé en France métropolitaine (1 700 euros par mois).

Celui de La Réunion (1 160 euros mensuels) est inférieur d'un tiers au niveau de vie médian de métropole et celui de la Guyane de moitié (920 euros).

À Mayotte (260 euros), il ne représente qu'un sixième de la valeur métropolitaine.

Inégalités de revenus

En bas de la distribution des revenus, le niveau de vie plafond des 30 % les plus modestes est proche aux Antilles et à La Réunion et se situe environ un tiers en deçà de celui de la métropole. Pour la Guyane, il lui est inférieur de plus de 50 %. Trois personnes sur dix ont un niveau de vie inférieur à 950 euros par mois aux Antilles, 850 euros à La Réunion et à 640 euros en Guyane, contre 1 340 euros en métropole.

Les écarts se réduisent en revanche pour les hauts revenus. Les 10 % des personnes les plus aisées ont un niveau de vie supérieur à 2 800 euros par mois dans les DOM historiques (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion), comme en métropole. Mayotte se démarque : seuls 10 % des habitants perçoivent plus de 1 800 euros par mois et 3 % plus de 3 000 euros par mois.

Aux Antilles et à La Réunion, les personnes sous le niveau de vie médian, soit la moitié de la population, disposent de 27 % de l'ensemble des niveaux de vie. Les 20 % les plus aisées en disposent de plus de 40 %, soit entre 5,4 et 5,9 fois plus que les 20 % les moins dotées. En Guyane, les inégalités sont plus marquées. Les individus sous le niveau de vie médian ne

détiennent que 21 % de l'ensemble des niveaux de vie. Les 20 % les plus aisés en détiennent 47 %, soit 10,5 fois plus que les 20 % les plus pauvres. À Mayotte, la valeur extrême de cet indicateur témoigne du très faible revenu des plus défavorisés, parmi lesquels une population immigrée nombreuse, souvent de nationalité étrangère et en situation irrégulière.

Les habitants des DOM plus exposés à la pauvreté

Les niveaux de vie y étant faibles, la pauvreté est plus répandue dans les DOM qu'en métropole. Calculé en référence au niveau de vie médian national, le taux de pauvreté monétaire s'élève à un tiers en Guadeloupe et en Martinique, contre 14 % en métropole. Est ainsi considérée comme pauvre en 2017 une personne seule qui vit avec moins de 1 010 euros par mois, 1 515 euros par mois pour un couple sans enfant ou 2 120 euros par mois pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. La pauvreté est encore plus marquée dans les autres DOM : elle touche quatre personnes sur dix à La Réunion, une sur deux en Guyane et trois quarts des Mahorais. En métropole, seul le département de la Seine-Saint-Denis est confronté à un taux de pauvreté proche de ceux des DOM (28 %).

Billet philosophique

Le sens de la vie



Le rassemblement organisé par le Mouvement Réunionnais pour la Paix le 1er juillet à Saint-Denis « pour dénoncer l'annexion de la totalité de la Palestine par les colonialistes israéliens ».

De nombreux philosophes réunionnais et du monde entier nous invitent avec raison à réfléchir sur le sens de la vie (professionnelle, sportive, associative, avec les autres, etc.), sur sa signification, sur ses perspectives, dans quelle direction va notre vie... En fonction de l'actualité réunionnaise, nous vous invitons à réfléchir sur trois thèmes à ce sujet.

Le premier concerne la vie conjugale et familiale, évoquée lors d'un café-débat organisé le 24 juin dernier par le CEVIF (Collectif pour l'Élimination des Violences Intra Familiales) à propos d'« un décret du 27 mai dernier visant à agir contre les violences au sein de la famille qui a suscité une vive polémique auprès des associations de lutte contre les violences conjugales ». Sur ce problème, Thérèse Baillif, la présidente du CEVIF, a notamment rappelé avec pertinence dans divers entretiens avec des médias l'importance des services publics de préserver les droits des femmes victimes de violences et l'importance de l'éducation pour respecter la dignité de ces femmes.

À ce sujet, on peut se poser les

questions : d'une manière générale, quelle éducation est faite sur l'amour tout au long de la vie quand on va se marier et quels comportements on doit avoir pour s'aimer plus et mieux ? Par ailleurs, quelles méthodes de dialogue on a en cas de conflit pour se réconcilier en vie conjugale et familiale ?

Le sens de la vie politique ?

Autre sujet : quel est le sens de la vie politique ? Comme disait souvent Paul Vergès, on s'engage dans la vie politique à La Réunion pour des ambitions personnelles ou au service de la libération du peuple réunionnais — notamment des plus pauvres — et on effectue les tâches militantes en tant qu' élu à la demande des autres ? Et quel lien y a-t-il entre les belles paroles politiques et les actes ?

Dans cet esprit, nous posons la question : pourquoi un politologue professeur à l'Université de La Réunion, invité à une radio le 26 juin dernier, a-t-il déclaré « le parti communiste est mort » ? En effet,

comme le démontre Manuel Marchal dans « Témoignages » du 30 juin, « le PCR sort renforcé des élections municipales » parce que « outre la confirmation de la confiance de la population de Sainte-Suzanne envers Maurice Giroucel, le second tour des municipales marque le retour ou l'arrivée du PCR à la direction de plusieurs communes au sein de coalitions victorieuses lors des deux tours de scrutin ».

« Solidarité avec le peuple palestinien »

Enfin, nous poserons la question : quel est le sens de la vie internationale ? C'est la domination des classes dominantes, exploitant les peuples et polluant la planète avec les États néo-colonialistes, la compétitivité ou alors c'est la coopération, le co-développement solidaire international ? De nombreux Réunionnais ont apporté une réponse progressiste à cette problématique en répondant à l'appel de Julie Pontalba pour le Mouvement Réunionnais Pour La Paix qui a invité « les organisations et les personnes éprises de Justice et de Paix à exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien à Champ-Fleuri le mercredi 1er Juillet pour renforcer l'appel mondial à la condamnation d'Israël pour crime d'Etat, à la reconnaissance de l'Etat Palestinien et à stopper la colonisation de la Cis-jordanie ».

Plusieurs organisations associatives et politiques mais aussi plusieurs personnalités culturelles, universitaires ou philosophes ont exprimé leur soutien à ce combat. Et sur le plan international, Philippe Yee-Chong-Tchi-Kan au nom du PCR a fait part du message de soutien du Front Polisario, qui conclut : « Vive la solidarité et la résistance des peuples ».

Roger Orlu

Edito

La faim ne prend pas de vacances

Déjà active avant le début de la crise sanitaire, les associations poursuivent leurs activités de distribution de colis alimentaires malgré des dons en nette diminution. La vie est devenue très compliquée pour un grand nombre de personnes à faibles revenus ou en situation de précarité.

Près de 20Kg de nourriture sont distribuées gratuitement dans un seul colis à ceux qui en ont le plus besoin. Un colis précieux pour les milliers de personnes qui viennent profiter de ces opérations d'aide. Pour les familles les plus en difficulté, il n'est pas facile de faire face au regard des autres alors qu'il n'y a aucune honte à demander de l'aide. L'opération est souvent un succès car des centaines de personnes attendent depuis plusieurs heures avant le coup d'envoi de l'événement.

Bénévoles et salariés se réunissent pour distribuer ensemble plus de 1000 colis aux plus démunis. Une occasion pour créer, au-delà de la distribution, des temps de partage et de rencontre pour des personnes souvent isolées.

Œufs, farine, conserves ou encore de la compote : de quoi tenir quelques jours. Ces produits sont surtout des invendus récoltés auprès des magasins. C'est une manière d'aider les commerces et la grande distribution à trouver des solutions à leurs invendus alimentaires. Le choix est donc variable selon les arrivages.

Cela montre malgré tout le degré de misère sociale qui vient aujourd'hui frapper notre société. Nous espérons tous qu'il y ait une synergie des associations du monde associatif pour essayer d'agir en ce sens pour aider ceux qui vivent dans la plus grande détresse. Tout cela est possible par des centaines de bénévoles qui consacrent leur temps sans compter. Une petite équipe soudée qui fait un gros travail de logistique et de préparation. Ils sont mobilisés pour préparer, acheminer et distribuer les colis soit des tonnes de nourritures.

Bertrand Ancelly

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lucet Langenier in éro popilèr lo pèp rényoné

Matante Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, Zot, bann rouj-de-fon zot i yèm bien sak zot i pans sé in bann éro pou lo pèp rényoné sirtou kan lé fine désédé. Mi koné in bonpé bann soidizan éro konmsa, dopi Paul Vergès, ziska Lucet Langénier an passan par d'ot ankor mi sava pa site lo bann nom. Poitan sak sé dé éro pou moin la pa banna mé tout bann réponsab la aplik la déparmentalizasyon isi La Rényon. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr out kozman i étone pa moin, ou k'i mélanz otour avèk alantour, ou k'i koz la plipar d'tan la boush rouvèr é ki pran po d'shanm pou pla kouvèr. Matant, vi koné in pèp la bézoin son bann éro épi bann zaksyon éklatant zot la amenn avèk bann ti kolon nout péi. Alon pa parl Paul Vergès pars nou nora mil okazyon pou anparl dé li. Alon parl Lucet Langenier, lo mèr la komine Sint-Sizane pandan trèzan. Sint-Sizane ké demoun i apèl dopi lontan « lo bo péi ». Mèm ké la télé la mète sètan pou pass in dokimantèr dsi Kounta kinté. I pé pa dir mésyé-la té pa in éro lo pèp rényoné, é sak li la fé, li mérite bien lo nom la poppilasyon la donn ali. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin